



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
A L'ARRETE N° 2494 DU 7 NOVEMBRE 1997
AUTORISANT LA SOCIÉTÉ L'EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE
À EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ DANS LA PRODUCTION
DE BOISSONS ET D'EAUX À CHÂTEAUNEUF DE GADAGNE**

SI2008-02-18-0110-Préf

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées annexée au décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2494 du 7 novembre 1997 autorisant la Société L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE à exploiter un établissement spécialisé dans la production de boissons et d'eaux à CHATEAUNEUF DE GADAGNE ;
- VU** le jugement du 27 décembre 2006 rendu par le tribunal administratif de Marseille dans le cadre de la requête introduite par M. et Mme JAYER ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 décembre 2007 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 24 janvier 2008 ;

CONSIDÉRANT que la Société L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE est autorisée par arrêté préfectoral n° 2494 du 7 novembre 1997, à exploiter un établissement spécialisé dans la production de boissons et d'eaux à Châteauneuf de Gadagne ;

CONSIDÉRANT que le tribunal administratif de Marseille a annulé le refus de Monsieur le Préfet de Vaucluse de modifier les dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n° 2494 du 7 novembre 1997 par jugement du 27 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a donc lieu de modifier cet article ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Le 4^{ème} alinéa de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n° 2494 du 7 novembre 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

La Société L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE dont le siège social est situé 433, chemin des Matouses - 84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE, est tenue de réaliser une étude globale du trafic routier, induit par les activités exploitées sur son site industriel de CHATEAUNEUF DE GADAGNE, permettant d'évaluer leurs impacts sur l'environnement.

Cette étude doit être conduite selon la méthodologie décrite dans le cahier des charges annexé au présent arrêté. Elle doit également comprendre :

- *une étude de l'évolution du trafic de véhicules induit par les activités de la Société L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE depuis 1997 ;*
- *les préconisations d'une société indépendante permettant de limiter les inconvénients de l'installation sur le trafic mis en évidence par l'étude.*

Les résultats de cette étude seront transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse, bureau de l'environnement, avant le 31 octobre 2008, accompagnés le cas échéant des améliorations des installations et activités proposées par la Société L'EUROPEENNE D'EMBOUTEILLAGE.

ARTICLE 2 :

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L.514-11.II et L.541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente autorisation a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Châteauneuf de Gadagne et le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Européenne d'Emboutillage.

Avignon le 18 février 2008

pour le Préfet
le secrétaire général
Hubert VERNET

Annexe : Méthodologie de l'étude trafic.